

# Communiqué de l'AJPF

19 octobre 2015



**Combien de temps le peuple israélien pensait qu'il pourrait vivre en paix alors que des millions de palestiniens et de réfugiés vivent l'enfer de l'autre côté des murs et des check points ? Combien de temps le gouvernement Netanyahu pensait qu'il disposerait pour poursuivre sa conquête de toute la Palestine avant que la résistance du peuple palestinien se transforme en rébellion ? Combien de temps la communauté internationale pensait pouvoir fermer les yeux sur l'une des injustices les plus criantes de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle ?**

Communiqué de l'AJPF, le 19 octobre 2015

Les violences de ces dernières semaines en Israël et en Palestine sonnent le glas des accords d'Oslo. Tout le monde peut admettre aujourd'hui que la création d'un État palestinien n'a jamais été qu'un simulacre pour gagner du temps sur la colonisation de la part des chefs d'État israéliens avec la concorde d'une majorité des israéliens et la duplicité des puissances occidentales.

Alors comment s'étonner de l'exaspération du peuple palestinien et particulièrement de sa jeunesse qui représente plus de 50% de la population aujourd'hui ? Les palestiniens, en Cisjordanie, à Gaza et ceux, pris en otage en Israël, convaincus que leur sort n'a aucune importance aux yeux du monde et que l'avenir est sans issue, se rebellent et refusent qu'on les réduise à un peuple soumis.

L'occupation israélienne entraîne la guerre. Et la guerre, la violence.

Les palestiniens ont toujours utilisé dans leur immense majorité la résistance populaire pacifique. Mais, la politique israélienne d'humiliation, d'oppression et d'apartheid qui ne finit pas, empêche les gens de se reconstruire et d'espérer.

Rappelons que le dernier gouvernement israélien, issu des législatives de mars dernier, fait la part belle

aux nationalistes et aux ultra-orthodoxes qui, se croyant intouchables, multiplient les provocations avec le soutien des autorités israéliennes, particulièrement à Jérusalem dans le secteur de la vieille ville et de l'esplanade des mosquées.

Que dire de l'impunité des colons ? Leur présence, partout en Palestine, devient normalisée. Plus de 530.000 colons sont aujourd'hui installés illégalement en Cisjordanie, 200 000 à Jérusalem Est dans la vieille ville et en dehors du mur, en violation du droit international. Ces colons, en présence de l'armée et parfois sous leur protection, ont intensifié les violences contre les civils palestiniens, tirs à balles réelles, attaques physiques, actes de vandalisme contre des propriétés et des cultures. Le gouvernement israélien recourt de manière de plus en plus systématique aux démolitions de maisons tandis que les colons grignotent peu à peu la ville côté Est. Des quartiers entiers sont confisqués, les terres sont volées.

Depuis 1967, plus de 240 000 palestiniens ont perdu leur droit de résidence sur leurs terres. Les bouclages et les contrôles systématiques entre les villes rendent le quotidien des palestiniens insoutenable. Et lorsque les Palestiniens refusent cet état de fait, ils sont considérés comme terroristes, se retrouvent en prison où ils croupissent en toute illégalité au regard du droit international.

Ce droit international tout aussi bafoué concernant les réfugiés palestiniens qui subissent une double et même une triple peine : l'exil forcé, une condition de réfugiés sur leur propre terre et le refus de leur reconnaissance de réfugiés et du droit au retour pourtant confirmé par la résolution 194 des Nations Unies depuis 1948.

Rappelons encore que le blocus et l'occupation militaire à Gaza enferment plus d'un million de personnes et qu'en 2014 la guerre n'a fait qu'accentuer les souffrances d'une population déjà à bout. Un an après, Gaza reste toujours soumise à un double blocus, tant israélien qu'égyptien, et peine à voir arriver l'aide promise par la communauté internationale. Les humiliations de soldats israéliens se propagent partout et en direction de tout le monde, hommes, femmes, enfants, personnes âgées...

A chaque fois la comparaison des chiffres morbides révèle la disproportion des forces et des moyens d'action. La guerre menée à Gaza durant l'été 2014 a provoqué la mort de plus de 2000 palestiniens dont plus de 70% étaient des civiles, 25% d'enfants, 15% de femmes, des centaines de maisons détruites, une économie anéantie...Et 64 soldats israéliens. Depuis le début de l'année 2015, on dénombre 8 morts et des dizaines de blessés du côté israélien. Plus d'un millier de blessés et une 40aine de morts du côté palestinien, dont 3 membres d'une famille palestinienne - parmi lesquels un bébé de 18 mois - brûlés vifs dans l'incendie par des colons de leur maison, le 31 juillet dernier. Les auteurs présumés de cet incendie n'ont pas été inculpés. Les juifs extrémistes ne sont que rarement inquiétés par la justice israélienne, 85 % des plaintes palestiniennes concernant des violences de colons étant classées sans suite.

Fin septembre, la Banque Mondiale a publié la première étude approfondie de l'impact économique potentiel des terres arables palestiniennes. Elle indique que plus de la moitié des terres de Cisjordanie sont hors d'accès pour les Palestiniens créant un manque à gagner d'environ 3,4 milliards de dollars pour l'économie palestinienne. Le rapport estime que si les entreprises et les exploitations agricoles étaient autorisées à s'installer dans la Zone C, le PIB palestinien contribuerait grandement à résoudre les problèmes économiques des Palestiniens alors qu'un quart vivent aujourd'hui en situation de pauvreté. Ce rapport prévoit aussi l'éclatement de nouveaux conflits, dans le cas où le statu quo économique et politique perdurait.

Nous y sommes. Les Israéliens ont cru que le non-respect du droit international et l'injustice qu'ils faisaient subir directement ou indirectement aux palestiniens et qui laissaient tout le monde indifférent, n'aurait pas « trop » de conséquences sur leur vie. Ils ont cru que les murs de séparation les isoleraient de la vérité. Ils se réveillent d'une longue léthargie et devront désormais regarder la réalité en face si honteuse et douloureuse soit-elle et prendre leurs responsabilités.

L'AJPF a fondé son existence sur le soutien aux réfugiés palestiniens dans la quête de leurs droits. Elle est solidaire de tout le peuple palestinien qui défend son droit de vivre libre.

Aujourd'hui encore comme à chaque fois qu'un peuple opprimé veut casser ses chaînes, c'est la rue qui se soulève et qui crie sa colère. Cette colère est violente, elle fait mal, elle est imprévisible. Il ne s'agit pas de la cautionner ou de l'encourager. Mais pour l'endiguer, le mieux est de la reconnaître. Lui donner un nom. L'occupation. L'occupation illégale, la colonisation brutale, la spoliation, l'oppression, la frustration. La plupart des manifestants palestiniens ne sont affiliés à aucune organisation sinon les limites de leur quartier. Ce sont des hommes mais aussi de nombreuses jeunes femmes, tous isolés de part et d'autre de leurs murs de séparation, mais qui n'en restent pas moins des personnes dans leur temps, connectées, informées, révoltées. Ils sont issus d'une nouvelle génération, née après ces accords d'Oslo qui ne représente pour eux que la frustration d'un État rêvé.

Cette révolte, c'est le cri d'alarme d'un peuple, de sa jeunesse, de son avenir, qui tente de survivre avec ses moyens et qui hurle son espoir dans la vie.

Nous devons l'écouter et lui répondre par des actes concrets redonnant l'espoir...ou craindre son explosion. La communauté internationale a le devoir de mettre fin à l'impunité du gouvernement colonialiste israélien. Elle doit exiger une protection internationale du peuple palestinien face à l'usage disproportionné des forces israéliennes. Elle doit exiger que soit engagée des poursuites à l'encontre des responsables des violations des droits des palestiniens. Elle doit exiger enfin qu'Israël se conforme au droit international en mettant fin à la colonisation, en reconnaissant les droits des réfugiés palestiniens et en levant le blocus contre Gaza.

C'est la seule alternative permettant d'imaginer un avenir pour Israël et la Palestine.

Communiqué de l'AJPF, le 19 octobre 2015

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >
- Adresse de cet article : <http://plateforme-palestine.org/Communique-de-l-AJPF>